

PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la Municipalité de Saint-Damien, tenue à 20 h, le 19 novembre 2019, en la salle habituelle des délibérations, à laquelle sont présents et forment quorum sous la présidence du maire, monsieur Daniel Monette

Madame	Christiane Beaudry, conseillère district 6
Messieurs	Michel Charron, conseiller au district 5
	Jean-Pierre Cholette, conseiller au district 2
	Pierre Deschênes, conseiller au district 4
	Éric Deslongchamps, conseiller au district 1
	Michel Dubé, conseiller au district 3

Monsieur Mario Morin, directeur général, est également présent devant 13 personnes.

1. CONSTATATION DU QUORUM ET OUVERTURE DE LA SÉANCE

À 20 h, les membres du conseil municipal prennent place à la table des délibérations et monsieur Daniel Monette ouvre la séance après constatation du quorum.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

329-11-2019

Sur proposition de monsieur Michel Dubé, il est unanimement résolu :

Que l'ordre du jour soit adopté tel que présenté.

ORDRE DU JOUR

1. Constatation du quorum et ouverture de la séance
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption - procès-verbal de la séance ordinaire du 15 octobre 2019
4. Adoption - procès-verbal de la séance extraordinaire du 21 octobre 2019
5. Adoption - procès-verbal de la séance extraordinaire du 8 novembre 2019
6. Dépôt de la correspondance du mois d'octobre 2019
7. Dépôt du rapport mensuel d'activités du directeur général
8. Première période de questions
9. **ADMINISTRATION**
 - 9.1 Dépôt du rapport des dépenses et paiements autorisés pour la période du 19 septembre au 16 octobre 2019
 - 9.2 Approbation de la liste des comptes à payer au 13 novembre 2019 et autorisation de paiement

9.3 Retour d'une somme d'argent à l'organisme Le Réseau

9.4 Appui à l'organisme Moisson-Lanaudière

9.5 Ajustement salarial de madame Nathalie Vendette

10. SÉCURITÉ PUBLIQUE

10.1 Dépôt du rapport mensuel du Service de protection incendie pour le mois d'octobre 2019

10.2 Offre de services - Préventionniste

10.3 Contrat de services avec la Centrale d'appels d'urgence de Chaudière-Appalaches (CAUCA) – Application Survi-mobile

11. TRAVAUX PUBLICS

11.1 Dépôt du rapport mensuel du Service des travaux publics pour le mois d'octobre 2019

11.2 Autorisation de dépenses – Achat de six (6) roues pour la niveleuse

11.3 Octroi de contrat – Rechargement partiel du chemin Beuparlant Ouest

12. HYGIÈNE DU MILIEU ET ENVIRONNEMENT

12.1 Dépôt du rapport mensuel du Service de l'hygiène du milieu (volet eau potable) pour le mois d'octobre 2019

12.2 Dépôt du rapport mensuel du Service de l'hygiène du milieu (volet eaux usées) pour le mois d'octobre 2019

12.3 Autorisation de dépense – Remplacement d'un Rotofix à l'usine de traitement des eaux usées

13. URBANISME ET MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE

13.1 Dépôt du rapport mensuel du Service de l'urbanisme pour le mois d'octobre 2019

13.2 Dépôt du procès-verbal du CCU du 6 novembre 2019

13.3 Usage conditionnel – Résidence de tourisme – 6996, chemin du Lac-Noir

13.4 Usage conditionnel – Résidence de tourisme – 7640, chemin des Champs

13.5 Plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) – 7010, rue Principale

13.6 Nomination de deux nouveaux membres au sein du CCU

13.7 Participation à l'atelier de formation « Mieux comprendre l'aménagement forestier en forêt privée »

14. LOISIRS ET CULTURE

14.1 Dépôt du rapport mensuel du Service des loisirs pour le mois d'octobre 2019

14.2 Dépôt du rapport mensuel du Service de la bibliothèque pour le mois d'octobre 2019

14.3 Autorisation de dépense – Remplacement de disques internes d'ordinateurs et autres travaux

14.4 Nomination des représentants auprès du Réseau Biblio Centre-du-Québec, de Lanaudière et de la Mauricie

15. RÈGLEMENT

15.1. Avis de motion – Règlement concernant les animaux

15.2 Adoption – Projet de règlement 776 concernant les animaux

16. Divers et affaires nouvelles

17. Suivi

18. Période de questions

19. Clôture de la séance

3. ADOPTION - PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 15 OCTOBRE 2019

330-11-2019

Sur proposition de madame Christiane Beaudry, il est unanimement résolu :

Que le procès-verbal de la séance ordinaire du 15 octobre 2019 soit adopté tel que présenté.

4. ADOPTION - PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 21 OCTOBRE 2019

331-11-2019

Sur proposition de monsieur Jean-Pierre Cholette, il est unanimement résolu :

Que le procès-verbal de la séance extraordinaire du 21 octobre 2019 soit adopté tel que présenté.

5. ADOPTION - PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 8 NOVEMBRE 2019

332-11-2019

Sur proposition de monsieur Pierre Deschênes, il est unanimement résolu :

Que le procès-verbal de la séance extraordinaire du 8 novembre 2019 soit adopté tel que présenté.

6. DÉPÔT DE LA CORRESPONDANCE DU MOIS D'OCTOBRE 2019

333-11-2019

Sur proposition de monsieur Michel Dubé, il est unanimement résolu :

Que ce conseil accepte le dépôt de la correspondance du mois d'octobre 2019, identifiée par le bordereau numéro C-10-2019, à être classée et conservée en conformité avec les dispositions du calendrier de conservation des archives municipales.

7. DÉPÔT DU RAPPORT MENSUEL D'ACTIVITÉS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le directeur général, monsieur Mario Morin, dépose son rapport mensuel d'activités.

8. PREMIÈRE PÉRIODE DE QUESTIONS

Un maximum de 30 minutes est alloué pour la période de questions. Le maire invite les personnes présentes qui le souhaitent à se lever, se nommer et à poser leur question au président de la séance sans sous-entendu ou insinuation concernant la bonne foi et l'honnêteté des élus ou fonctionnaires.

Aucune question portant sur des affaires personnelles ne sera acceptée et le décorum doit être maintenu en tout temps.

ADMINISTRATION

9.1 DÉPÔT DU RAPPORT DES DÉPENSES ET PAIEMENTS AUTORISÉS POUR LA PÉRIODE DU 19 SEPTEMBRE AU 16 OCTOBRE 2019

334-11-2019

Sur proposition de monsieur Michel Charron, il est unanimement résolu :

Que le conseil approuve la liste des chèques émis, déboursés directs, au montant de 406 016,86 \$ et des salaires nets payés, au montant de 50 164,54 \$ au cours du mois d'octobre 2019.

9.2 APPROBATION DE LA LISTE DES COMPTES À PAYER AU 13 NOVEMBRE 2019 ET AUTORISATION DE PAIEMENT

335-11-2019

Sur proposition de monsieur Michel Dubé, il est unanimement résolu :

Que le conseil approuve la liste déposée des comptes à payer aux fournisseurs, datée du 13 novembre 2019, totalisant un montant de 240 700,36 \$ et en autorise le paiement.

9.3 RETOUR D'UNE SOMME D'ARGENT À L'ORGANISME LE RÉSEAU

336-11-2019

Attendu que la municipalité de Saint-Damien recevait de la MRC de Matawinie au cours de l'été 2019 une somme préétablie de 3 628 \$ en lien avec la subvention gouvernementale pour contrer le cannabis;

Attendu que dans les faits, cette somme aurait dû être versée à l'organisme Le Réseau via la MRC de Matawinie,

En conséquence, sur proposition de madame Christiane Beaudry, il est unanimement résolu :

- De retourner la somme d'argent sus-mentionnée à la MRC de Matawinie.

9.4 APPUI À L'ORGANISME MOISSON-LANAUDIÈRE

337-11-2019

Sur proposition de monsieur Michel Dubé, il est unanimement résolu :

Qu' une contribution monétaire de 100 \$ soit versée à l'organisme Moisson-Lanaudière, seule banque alimentaire dans la région de Lanaudière, pour l'année 2019.

9.5 AJUSTEMENT SALARIAL DE MADAME NATHALIE VENDETTE

338-11-2019

Attendu que ce conseil reconnaît l'importance des tâches comptables effectuées par madame Nathalie Vendette;

Attendu que pour donner suite à une recommandation du comité des ressources humaines, ce conseil entend bonifier la rémunération de madame Nathalie Vendette, au poste de technicienne en comptabilité;

En conséquence, sur proposition de monsieur Michel Charron, il est unanimement résolu :

- De procéder à un ajustement salarial de madame Nathalie Vendette selon ce qui suit :
 - Augmentation salariale au taux de 24,00 \$/heure, et ce rétroactivement au 16 avril 2019, date de confirmation de la fin de période de probation.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

10.1 DÉPÔT DU RAPPORT MENSUEL DU SERVICE DE PROTECTION INCENDIE POUR LE MOIS D'OCTOBRE 2019

339-11-2019

Sur proposition de madame Christiane Beaudry, il est unanimement résolu :

- D'accepter le dépôt du rapport mensuel du Service de protection incendie pour le mois d'octobre 2019.

10.2 OFFRE DE SERVICES - PRÉVENTIONNISTE

340-11-2019

Attendu l'offre de services déposée par le Service de sécurité incendie de Saint-Jean-de-Matha, en date du 21 octobre 2019, concernant les besoins en prévention incendie de Saint-Damien, comprenant, en principal, la visite de 9 risques moyens, la visite et les plans d'intervention de 19 risques élevés et la visite et les plans d'intervention de 7 risques très élevés ainsi que le suivi de ces visites,

Sur proposition de monsieur Michel Charron, il est unanimement résolu :

Que ce conseil accepte l'offre de services déposée par le Service de sécurité incendie de Saint-Jean-de-Matha pour les besoins plus haut mentionnés, pour la somme de 13 500 \$.

10.3 CONTRAT DE SERVICES AVEC LA CENTRALE D'APPELS D'URGENCE DE CHAUDIÈRE-APPALACHES (CAUCA) – APPLICATION SURVI-MOBILE

341-11-2019

Attendu le contrat de services pour l'application SURVI-MOBILE proposé par la CAUCA (Centrale d'appels d'urgence de Chaudière-Appalaches) le 2 août 2018, définissant les modalités concernant l'équipement et la prestation de services afin d'offrir l'application SURVI-Mobile (ou alerte cellulaire bidirectionnelle) au Service Incendie;

Sur proposition de madame Christiane Beaudry, il est unanimement résolu :

Que monsieur Jean-François Bruneau, directeur du Service incendie de Saint-Damien, soit autorisé à signer, pour et au nom de la municipalité de Saint-Damien, le contrat de

services liant le Service incendie de Saint-Damien et la Centrale d'appels d'urgence de Chaudière-Appalaches (CAUCA) pour l'application Survi-Mobile (ou alerte cellulaire bidirectionnelle);

Que la durée de ce contrat est de trois (3) ans, renouvelable automatiquement à moins d'un avis écrit de l'une des parties, et ce quatre-vingt-dix (90) jours avant la terminaison dudit contrat.

TRAVAUX PUBLICS

11.1 DÉPÔT DU RAPPORT MENSUEL DU SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS POUR LE MOIS D'OCTOBRE 2019

342-11-2019

Sur proposition de monsieur Pierre Deschênes, il est unanimement résolu :

- D'accepter le dépôt du rapport mensuel du Service des travaux publics pour le mois d'octobre 2019.

11.2 AUTORISATION DE DÉPENSE – ACHAT DE SIX (6) ROUES EN ACIER POUR LA NIVELEUSE

343-11-2019

Sur proposition de monsieur Michel Dubé, il est unanimement résolu :

- D'autoriser l'achat de six (6) roues en acier pour la niveleuse, auprès de Nicoletti pneus & mécanique, pour un montant de 7 215 \$ plus taxes applicables.

11.3 OCTROI DE CONTRAT – RECHARGEMENT PARTIEL DU CHEMIN BEUPARLANT OUEST

344-11-2019

Attendu le contrat de pavage à chaud octroyé à la firme Excavation Majeau Inc., le 8 novembre 2019, pour le pavage à chaud du chemin Beuparlant Ouest;

Attendu qu' en raison des conditions climatiques prévalant, il devient nécessaire de faire procéder au rechargement partiel du chemin Beuparlant Ouest afin de pouvoir effectuer une mise en forme préalable à l'application du pavage à chaud sur ce chemin;

En conséquence, sur proposition de monsieur Pierre Deschênes, il est unanimement résolu :

Qu' un contrat prévoyant le rechargement partiel du chemin Beauparlant Ouest soit confié à la firme Excavation Normand Majeau Inc. pour un montant de 39 305 \$ plus taxes applicables, suivant soumission datée du 15 novembre 2019;

Que les matériaux granulaires nécessaires à ces travaux soient ceux en réserve à la sablière de la municipalité.

HYGIÈNE DU MILIEU ET ENVIRONNEMENT

12.1 DÉPÔT DU RAPPORT MENSUEL DU SERVICE DE L'HYGIÈNE DU MILIEU (VOLET EAU POTABLE) POUR LE MOIS D'OCTOBRE 2019

Sujet reporté à une prochaine séance du conseil.

12.2 DÉPÔT DU RAPPORT MENSUEL DU SERVICE DE L'HYGIÈNE DU MILIEU (VOLET EAUX USÉES) POUR LE MOIS D'OCTOBRE 2019

Sujet reporté à une prochaine séance du conseil.

12.3 AUTORISATION DE DÉPENSE – REMPLACEMENT D'UN ROTOFIX À L'USINE DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES

345-11-2019

Sur proposition de monsieur Éric Deslongchamps, il est unanimement résolu :

Que ce conseil autorise une dépense de 8 443 \$ plus taxes applicables, auprès de la firme Premier Tech, pour le remplacement d'un Rotofix à l'usine de traitement des eaux usées, suivant soumission reçue en date du 13 novembre 2019.

URBANISME ET MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE

13.1 DÉPÔT DU RAPPORT DU SERVICE DE L'URBANISME POUR LE MOIS D'OCTOBRE 2019

346-11-2019

Sur proposition de monsieur Jean-Pierre Cholette, il est unanimement résolu :

- D'accepter le dépôt du rapport du Service de l'urbanisme pour le mois d'octobre 2019.

13.2 DÉPÔT DU PROCÈS-VERBAL DU CCU DU 6 NOVEMBRE 2019

347-11-2019

Sur proposition de monsieur Jean-Pierre Cholette, il est unanimement résolu :

- D'accepter le dépôt du procès-verbal du CCU du 6 novembre 2019.

13.3 USAGE CONDITIONNEL - RÉSIDENCE DE TOURISME – 6996, CHEMIN DU LAC-NOIR

348-11-2019

Identification du site concerné :

Matricule : 0128-17-0805

Adresse : 6996, chemin du Lac-Noir

Nature et effets :

Autoriser l'usage conditionnel de type Résidence de tourisme pour l'immeuble plus haut mentionné.

La parole est donnée aux membres de l'assistance qui veulent s'exprimer sur le sujet.

Attendu que ladite demande est assujettie au règlement 770 sur les usages conditionnels;

Attendu la recommandation positive formulée par les membres du CCU à leur séance du 6 novembre 2019, à l'effet d'accepter ladite demande,

En conséquence, sur proposition de monsieur Michel Dubé, il est unanimement résolu :

Que ce conseil accepte la demande d'usage conditionnel de type Résidence de tourisme telle que présentée.

13.4 USAGE CONDITIONNEL - RÉSIDENCE DE TOURISME – 7640, CHEMIN DES CHAMPS

349-11-2019

Identification du site concerné :

Matricule : 0032-90-3952

Adresse : 7640, chemin des Champs

Nature et effets :

Autoriser l'usage conditionnel de type Résidence de tourisme pour l'immeuble plus haut mentionné.

La parole est donnée aux membres de l'assistance qui veulent s'exprimer sur le sujet.

Attendu que ladite demande est assujettie au règlement 770 sur les usages conditionnels;

Attendu la recommandation positive formulée par les membres du CCU à leur séance du 6 novembre 2019, à l'effet d'accepter ladite demande,

En conséquence, sur proposition de monsieur Michel Dubé, il est unanimement résolu :

Que ce conseil accepte la demande d'usage conditionnel de type Résidence de tourisme telle que présentée.

13.5 PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (P.I.I.A.) – 7010, RUE PRINCIPALE

350-11-2019

Attendu le dépôt d'une demande de permis visant le remplacement d'ouvertures et des corrections aux galeries existantes sur un bâtiment principal sis au 7010, rue Principale;

Attendu que ladite demande est assujettie au règlement 756 sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale puisque la propriété se situe à l'intérieur du corridor patrimonial reconnu;

Attendu la recommandation positive formulée par les membres du CCU à leur séance du 6 novembre 2019, à l'effet d'accepter ladite demande, sous certaines conditions,

En conséquence, sur proposition de monsieur Jean-Pierre Cholette, il est unanimement résolu :

Que ce conseil accepte le plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) tel que présenté et impose les conditions formulées par les membres du CCU, à savoir :

- Que toutes les nouvelles portes reflètent mieux l'aspect patrimonial du bâtiment par leur fenestration et leurs éléments de quincaillerie.

13.6 NOMINATION DE DEUX NOUVEAUX MEMBRES AU SEIN DU CCU

351-11-2019

Attendu les démissions de messieurs Roch Marquis et Jonathan Cusson au sein du CCU;

Attendu qu' il y a lieu de combler les postes devenus ainsi vacants,

En conséquence, sur proposition de monsieur Michel Charron, il est unanimement résolu :

Que ce conseil procède à la nomination de madame Geneviève Boudreault (district 2) et de monsieur Pierre Charbonneau (district 5).

13.7 PARTICIPATION À L'ATELIER DE FORMATION « MIEUX COMPRENDRE L'AMÉNAGEMENT FORESTIER EN FORÊT PRIVÉE »

352-11-2019

Attendu la tenue d'ateliers d'information destinés aux municipalités et MRC par l'Agence régionale de mise en valeur des forêts privées de Lanaudière;

Sur proposition de monsieur Éric Deslongchamps, il est unanimement résolu :

Que monsieur Éric Gélinas soit autorisé à participer à l'atelier de formation « Mieux comprendre l'aménagement forestier en forêt privée » devant se tenir à Rawdon, le 21 novembre 2019;

Que les frais de déplacement et de représentation soient remboursés, sur présentation de pièces justificatives, en conformité avec le règlement numéro 693 et ses amendements.

LOISIRS ET CULTURE

14.1 DÉPÔT DU RAPPORT MENSUEL DU SERVICE DES LOISIRS POUR LE MOIS D'OCTOBRE 2019

353-11-2019

Sur proposition de monsieur Michel Charron, il est unanimement résolu :

- D'accepter le rapport mensuel du Service des loisirs pour le mois d'octobre 2019.

14.2 DÉPÔT DU RAPPORT MENSUEL DU SERVICE DE LA BIBLIOTHÈQUE POUR LE MOIS D'OCTOBRE 2019

354-11-2019

Sur proposition de madame Christiane Beaudry, il est unanimement résolu :

- D'accepter le rapport mensuel du Service de la bibliothèque pour le mois d'octobre 2019.

14.3 AUTORISATION DE DÉPENSE – REMPLACEMENT DE DISQUES INTERNES D'ORDINATEURS ET AUTRES TRAVAUX

355-11-2019

Sur proposition de madame Christiane Beaudry, il est unanimement résolu :

- D'autoriser le remplacement de disques internes de 7 ordinateurs de la bibliothèque et autres travaux de mise à jour, par la firme Nanotech Informatique, pour un montant de 850 \$ plus taxes applicables.

14.4 NOMINATION DES REPRÉSENTANTS AUPRÈS DU RÉSEAU BIBLIO CENTRE-DU-QUÉBEC, DE LANAUDIÈRE ET DE LA MAURICIE

356-11-2019

Sur proposition de monsieur Michel Charron, il est unanimement résolu :

Que madame Christiane Beaudry, conseillère municipale, et madame Josée St-Martin, coordonnatrice, soient désignées représentantes officielles de la municipalité de Saint-Damien auprès du Réseau BIBLIO du Centre-du-Québec, de Lanaudière et de la Mauricie.

RÈGLEMENT

15.1 AVIS DE MOTION – RÈGLEMENT CONCERNANT LES ANIMAUX

Avis de motion est donné par monsieur Michel Dubé qu'à une prochaine séance, un règlement concernant les animaux sera proposé pour adoption.

15.2 ADOPTION – PROJET DE RÈGLEMENT 776 CONCERNANT LES ANIMAUX

357-11-2019

Attendu que le conseil a pu prendre connaissance du projet de règlement 776 avant la présente séance ;

Attendu que copie du projet de règlement a été mise à la disposition du public avant le début de la séance ;

Sur proposition de monsieur Éric Deslongchamps, il est unanimement résolu :

Que le projet de règlement 776 soit adopté comme suit, avec dispense de lecture.

PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 776 CONCERNANT LES ANIMAUX

PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

Attendu que le conseil d'une municipalité peut adopter, en vertu de l'article 115 de la Loi sur les compétences municipales, un règlement concernant la possession et la garde d'animaux;

Attendu que le conseil municipal souhaite favoriser une cohabitation plus harmonieuse entre les citoyens et leurs animaux;

Attendu que le conseil de la municipalité a décidé de procéder à la révision de l'ensemble de sa réglementation concernant les animaux et plus spécifiquement les chiens et qu'il est apparu nécessaire d'abroger les règlements 546 et 596 concernant les chiens et la garde d'animaux afin de mieux protéger les citoyens mais également les animaux;

Attendu que le règlement a été présenté et qu'un avis de motion a été donné à la séance du conseil municipal du ...;

En conséquence, il est proposé par ...et unanimement résolu d'adopter le présent projet de règlement concernant les animaux en remplacement des règlements 546 et 596.

ARTICLE 1 - INTERPRÉTATION ET CHAMP D'APPLICATION

Section 1.1 - définitions

1.1.1 Dans le présent règlement, on entend par :

« animal » : lorsqu'il est employé seul, désigne n'importe quel animal mâle ou femelle, qu'il soit jeune ou adulte;

« aire de jeux » : la partie d'un terrain, accessible au public, occupée par un équipement destiné à l'amusement, notamment une balançoire, une glissoire, un trapèze, un carré de sable, des jeux d'eau, un terrain de soccer, un terrain de baseball, un terrain de tennis, une plage;

« animal domestique » : un animal qui vit habituellement auprès d'une personne ou qui est gardé par celle-ci : un chien, un chat, un poisson d'aquarium, un petit mammifère, un petit reptile non venimeux ni dangereux ou un oiseau, sauf s'il s'agit d'une espèce interdite;

« animal de ferme » : un animal que l'on retrouve habituellement sur une exploitation agricole et réservé particulièrement aux fins de reproduction ou d'alimentation ou pour aider ou distraire une personne. De façon non limitative, sont considérés comme animaux de ferme : les chevaux, les bêtes à cornes (bovin - ovin - caprin), les porcs, les chèvres, les moutons, les lapins et les volailles (coq - poule - canard - oie - dindon);

« autorité compétente » : le responsable du Service de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire ou son représentant ainsi que la personne, l'organisme ou la corporation et l'employé de celle-ci désignés pour appliquer le présent règlement;

« domaine public » : tout chemin, rue, ruelle, passage, trottoir, escalier, jardin, parc, promenade, quai, aire de jeux, stade à l'usage du public ou autres endroits publics dans la municipalité, incluant un édifice;

« expert » : un spécialiste en comportement animal désigné par la Municipalité qui agit seul ou avec un médecin vétérinaire également désigné par la Municipalité;

«frais de garde»: les coûts engendrés pour la saisie d'un animal, la prise en charge d'un animal abandonné ou sous ordonnance incluant, notamment, les soins vétérinaires, les traitements, les médicaments, le transport, l'abattage, l'euthanasie ou la disposition de l'animal;

« gardien » : une personne qui est propriétaire, qui a la garde ou qui loge, nourrit ou entretient un animal domestique ainsi que le père, la mère, le tuteur ou le répondant chez qui réside une personne mineure qui est propriétaire, qui a la garde ou qui loge, nourrit ou entretient un animal. N'est pas un gardien la personne qui exerce des activités de médecine vétérinaire, d'enseignement ou de recherche scientifique pratiquées selon les règles généralement reconnues;

« refuge » : un endroit où des animaux domestiques sont logés dans le but d'en faire l'élevage, le dressage ou de les garder en pension. Synonyme: chenil. Un établissement de soins vétérinaires ou un établissement commercial de vente d'animaux ne constitue pas un refuge.

Par définition et pour fin d'application du présent règlement, un chenil est considéré comme un refuge.

Section 1.2 – exclusions

1.2.1 Un animal dont une personne handicapée a besoin pour l'assister et qui fait l'objet d'un certificat attestant qu'il a été dressé à cette fin par un organisme professionnel de dressage des animaux d'assistance n'est pas visé par le présent règlement (par exemple et non limitativement, un chien de l'organisme Mira).

1.2.2 Un animal en période d'entraînement ou de dressage aux fins de l'article 1.2.1.

1.2.3 Les chiens suivants ne sont pas visés par le présent règlement :

- a) un chien d'une équipe cynophile au sein d'un corps de police;
- b) un chien utilisé dans le cadre des activités du titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur la sécurité privée (chapitre S-3.5);

- c) un chien utilisé dans le cadre des activités d'un agent de protection de la faune.

Section 1.3 – animaux de ferme

- 1.3.1 Toute personne qui désire garder un ou des animaux de ferme doit le faire dans un secteur agricole. Les lieux où sont gardés les animaux de ferme doivent être clôturés, et lesdites clôtures doivent être maintenues en bonne condition et construites de façon à contenir les animaux. Les bâtiments où sont gardés les animaux doivent être maintenus en bonne condition et doivent fournir un abri convenable contre les intempéries.
- 1.3.2 L'autorité compétente peut ordonner, à tout gardien qui ne se conforme pas à l'article précédent, de se départir du ou des animaux, le tout sans préjudice aux droits de la Municipalité de poursuivre pour infraction au présent règlement, s'il y a lieu.
- 1.3.3 La Municipalité peut, par résolution, exclure temporairement l'application de l'article 5, lorsqu'il s'agit d'une exposition, d'un concours ou d'une foire d'animaux en démonstration au public.
- 1.3.4 Si la Municipalité, par un règlement distinct, autorise la présence d'un ou plusieurs animaux de ferme sur la totalité ou une partie de son territoire, les mesures contenues dans les autres chapitres du présent règlement continuent de s'appliquer. En cas de conflit entre les deux règlements, celui qui autorise spécifiquement la présence d'un ou plusieurs animaux de ferme a priorité.

Section 1.4 - interdictions

- 1.4.1 Sur l'ensemble du territoire de la municipalité, il est interdit d'être le gardien d'un animal qui n'est ni un animal domestique, ni un animal de ferme. De façon non limitative sont interdits les tigres, léopards, lions, panthères, reptiles, ours, chevreuils, orignaux, loups, lynx, coyotes, renards, ratons laveurs, visons, mouffettes et lièvres.

Le présent article ne s'applique pas aux élevages d'animaux ayant fait l'objet d'autorisations des instances gouvernementales concernées.

1.4.2 Toute forme d'organisation de combat entre animaux est interdite. Au même titre, il est interdit d'assister ou de parier sur un tel combat.

i. Sous-section – Oiseaux

1.4.3 La garde d'oiseaux provenant de la famille des columbidés (pigeons, colombes ou autres) est prohibée dans le périmètre urbain tel que défini dans le schéma d'aménagement de la Municipalité régionale de comté de Matawinie.

ii. Sous-section – Commerce d'animaux

1.4.4 Il est interdit à quiconque d'exploiter un commerce de vente d'animaux sans avoir obtenu préalablement un permis de la municipalité. L'exploitant doit être conforme au règlement d'urbanisme et payer annuellement les frais indiqués au règlement sur les tarifs.

1.4.5 Nonobstant l'article précédent, il est possible d'exploiter un refuge suivant l'obtention préalable d'un permis auprès de la Municipalité. L'exploitant doit être conforme au règlement d'urbanisme et payer les frais indiqués au règlement sur les tarifs. Le permis spécifie le nombre d'animaux domestiques qui peuvent être gardés.

1.4.6 Le fait de garder plus de deux chiens constitue une exploitation d'un refuge, au sens de l'article 1.4.5. Il en est de même pour la possession de plus de deux chats qui constitue l'exploitation d'une chatterie.

ARTICLE 2 - APPLICATION DU RÈGLEMENT

2.1 La personne avec qui la Municipalité a conclu une entente d'application du présent règlement, ainsi que les employés de cette personne, ont, aux fins de l'application de ce règlement, les mêmes pouvoirs que les employés de la Municipalité.

2.2 L'autorité compétente est autorisée à visiter et à examiner, entre 7 h et 19 h, l'intérieur et l'extérieur de tout immeuble, pour constater si le présent règlement y est exécuté, et tout propriétaire, locataire ou occupant de ces immeubles doit la recevoir, la laisser pénétrer et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

Il est interdit d'entraver la personne visée au premier alinéa dans l'exercice de ses fonctions. Notamment, nul ne peut la tromper ou tenter de la tromper par des réticences ou par des déclarations fausses.

La personne visée au premier alinéa doit, sur demande, établir son identité et exhiber le certificat attestant sa qualité.

ARTICLE 3 - BIEN-ÊTRE ET SÉCURITÉ DE L'ANIMAL

Section 3.1 – soins

3.1.1 Le gardien doit s'assurer que le bien-être ou la sécurité de l'animal n'est pas compromis. Le bien-être ou la sécurité d'un animal est présumé compromis lorsqu'il ne reçoit pas les soins propres à ses impératifs biologiques. Ces soins comprennent, notamment, que l'animal:

- a) ait accès à une quantité suffisante d'eau potable et de nourriture;
- b) soit gardé dans un lieu salubre, propre, convenable, suffisamment espacé et éclairé et dont l'aménagement ou l'utilisation des installations n'est pas susceptible d'affecter son bien-être ou sa sécurité;
- c) ait l'occasion de se mouvoir suffisamment;
- d) obtienne la protection nécessaire contre la chaleur ou le froid excessif, ainsi que contre les intempéries;
- e) soit transporté convenablement dans un véhicule approprié;
- f) reçoive les soins nécessaires lorsqu'il est blessé, malade ou souffrant;
- g) n'est soumis à aucun abus ou mauvais traitement.

Pour l'application du paragraphe 1) du premier alinéa, la neige et la glace ne sont pas de l'eau.

3.1.2 Dès le moment que l'autorité compétente constate que la santé et la sécurité de l'animal sont menacées au sens de la présente section, elle peut saisir l'animal afin de lui prodiguer les soins nécessaires.

L'animal peut être remis au propriétaire suivant la signature d'un engagement de sa part à respecter le présent règlement et après avoir acquitté l'ensemble des frais de garde dans un délai de trois jours suivant un préavis donné par la Municipalité. À défaut, l'animal est considéré comme étant abandonné.

Section 3.2 - transport

3.2.1 Il est interdit d'embarquer ou de transporter dans un véhicule ou de permettre l'embarquement ou le transport d'un animal qui, notamment en raison d'une infirmité, d'une maladie, d'une blessure ou de la fatigue, souffrirait indûment durant le transport.

Toutefois, dans le but de se rendre à un établissement vétérinaire ou à tout autre endroit approprié à proximité afin que l'animal visé au premier alinéa reçoive rapidement les soins requis, une personne peut procéder à l'embarquement et au transport de l'animal à la condition que ceux-ci soient exécutés sans causer de souffrance inutile à l'animal.

3.2.2 Un gardien qui transporte un chien dans un véhicule routier doit s'assurer qu'il ne peut quitter ce véhicule ou attaquer une personne qui se tient près de ce véhicule. En outre, un gardien qui transporte un chien dans la boîte arrière ouverte d'un véhicule routier doit le placer dans une cage ou l'attacher de façon à ce que toutes les parties du corps du chien demeurent, en tout temps, à l'intérieur des limites de la boîte.

Section 3.3 - hygiène et salubrité

i. Sous-section - Maximum d'animaux gardés

3.3.1 Il est interdit de garder dans un logement ou sur le terrain où est situé ce logement, plus de deux chiens et plus de deux chats. Le nombre total de chiens et de chats ne doit pas excéder trois.

3.3.2 L'article précédent ne s'applique pas :

- a) à l'exploitant d'un refuge;
- b) aux chiots et aux chatons de moins de six mois qui peuvent être gardés avec leur mère;
- c) aux poissons vivant dans un aquarium.

ii. Sous-section - Traitement des selles animales

3.3.3 Le gardien qui, en compagnie de son animal, se trouve ailleurs que sur le terrain sur lequel est situé le bâtiment qu'il occupe, doit être muni, en tout temps, des instruments lui permettant d'enlever et de

disposer des selles de son animal d'une manière hygiénique.

- 3.3.4 Le gardien doit enlever immédiatement les selles que l'animal domestique dont il a la garde laisse, tant sur le domaine public que sur un domaine privé. Le gardien doit ensuite disposer de ces selles de manière hygiénique.

Section 3.4 - capture d'animaux

- 3.4.1 Afin de capturer un animal à l'extérieur d'un bâtiment, il est interdit d'utiliser des pièges, poisons ou tous autres moyens pouvant blesser ou causer la mort de celui-ci.

Section 3.5 - abandon, décès et euthanasie

- 3.5.1 Un gardien ne peut abandonner un animal domestique qu'en le confiant à un nouveau gardien ou en le remettant à l'autorité compétente.
- 3.5.2 Suite à l'abandon d'un animal domestique, l'autorité compétente dispose de celui-ci par adoption ou euthanasie. Les frais de garde reliés à l'abandon d'un animal domestique sont à la charge du gardien.
- 3.5.3 Il est interdit de procéder à l'abattage ou l'euthanasie d'un animal. Pour ce faire, le gardien doit requérir au service d'un médecin vétérinaire afin de s'assurer que les circonstances entourant l'acte ainsi que la méthode employée ne soient pas cruelles et qu'elles minimisent la douleur et l'anxiété chez l'animal.
- 3.5.4 Il est interdit d'enterrer un animal décédé sur un domaine privé ou public.

ARTICLE 4 - BIEN-ÊTRE ET SÉCURITÉ DES PERSONNES

Section 4.1 – général

- 4.1.1 L'autorité compétente doit traiter tout signalement d'un citoyen dans un délai raisonnable, selon la nature de celui-ci.
- 4.1.2 L'autorité compétente tient un registre des chiens dangereux, des chiens potentiellement dangereux et des interventions effectuées sur le territoire de la municipalité.

4.1.3 Il est interdit, au gardien d'un animal de le laisser sans surveillance à l'entrée d'un édifice public ou sur le domaine public.

4.1.4 Les animaux sont interdits dans les aires de jeux.

Section 4.2 - risque d'épidémie

4.2.1 Lorsqu'il a des motifs de croire qu'une épidémie peut mettre en danger la santé publique, le conseil municipal peut, par résolution, imposer, pour la période qu'il indique, les mesures qu'il juge nécessaires pour la prévenir ou limiter sa contagion. En outre, il peut établir des postes de quarantaine et des cliniques de vaccination.

Toute personne est tenue de se conformer à une mesure imposée en vertu du premier alinéa.

Section 4.3 - dispositions relatives à un chien

i. Sous-section – Sur le domaine public

4.3.1 Le gardien doit avoir la capacité physique de retenir, en tout temps, le chien en laisse et de le maîtriser pour que celui-ci ne lui échappe pas.

ii. Sous-section – Sur le domaine privé

4.3.2 Sur le terrain sur lequel est situé le bâtiment occupé par son gardien ou sur un autre terrain privé où il se trouve avec l'autorisation du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain, un chien doit être gardé d'une des manières suivantes:

- a) dans un bâtiment d'où il ne peut sortir;
- b) dans un enclos dont les clôtures l'empêchent d'en sortir. En outre, les clôtures sont dégagées de toute accumulation de neige ou d'un autre élément afin d'empêcher le chien de sortir de l'enclos;
- c) tenu au moyen d'une laisse d'une longueur maximale de deux mètres. Cette laisse et son attache sont d'un matériau suffisamment résistant, compte tenu de la taille du chien, pour permettre à son gardien de le maîtriser en tout temps;
- d) sur un terrain qui n'est pas un enclos, attaché à un

poteau au moyen d'une chaîne ou d'une corde de fibre métallique ou synthétique. Le poteau, la chaîne ou la corde et l'attache doivent être d'une taille et d'une résistance suffisantes pour empêcher le chien de s'en libérer. La longueur de la chaîne ou de la corde ne doit pas permettre au chien de s'approcher à moins de deux mètres d'une limite du terrain qui n'est pas séparé du terrain adjacent par une clôture d'une hauteur suffisante, compte tenu de la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir du terrain. S'il s'agit d'un terrain partagé par plusieurs occupants, la chaîne ou la corde et l'attache ne doivent pas permettre au chien de s'approcher à moins de deux mètres d'une allée ou d'une aire commune;

- e) un terrain clôturé de tous ses côtés. Les clôtures sont suffisamment hautes et résistantes pour empêcher le chien de sortir.

4.3.3 Il est permis, en cour arrière et latérale seulement, d'exclure l'application de l'article précédent aux conditions suivantes :

- a) Le gardien est le propriétaire du chien;
- b) Le gardien est présent en tout temps à l'extérieur;
- c) Le gardien est en contrôle de l'animal en toute circonstance.

4.3.4 Lorsque le gardien opte pour la garde conformément à l'article 4.3.3, constitue une infraction le simple fait pour l'animal de se trouver à l'extérieur des limites de la propriété ou dans la cour avant.

4.3.5 Dès l'émission d'un premier constat d'infraction, la Municipalité peut exiger que la garde du chien soit conforme à l'article 4.3.2 en tout temps.

iii. Sous-section - Chien dangereux

4.3.6 Est déclaré « chien dangereux », un chien qui remplit une des conditions suivantes :

- a) il a mordu ou attaqué une personne ou un animal en lui causant une blessure, telle qu'une plaie profonde ou multiple, une fracture ou une lésion interne, qui a nécessité une intervention médicale;
- b) alors qu'il se trouvait à l'extérieur du terrain où est situé le bâtiment dans lequel il vit habituellement ou celui

occupé par son gardien ou qu'il se trouvait à l'extérieur du véhicule de son gardien, il a mordu ou attaqué une personne ou un animal ou il a manifesté autrement de l'agressivité envers une personne en grondant, en montrant les crocs, en aboyant féroce ment ou en agissant d'une autre manière qui indique qu'il pourrait mordre ou attaquer.

iv. Sous-section - Chien potentiellement dangereux

4.3.7 Est déclaré « chien potentiellement dangereux » un chien qui remplit une des conditions suivantes :

- a) il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique en lui infligeant une blessure;
- b) les chiens dressés à des fins de protection, de garde, de combat ou d'attaque;
- c) après avoir considéré le rapport d'un expert ayant examiné le chien, la Municipalité peut le déclarer potentiellement dangereux lorsqu'elle est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique.

4.3.8 Sur le terrain où est situé le bâtiment occupé par son gardien ou sur un autre terrain privé où il se trouve avec l'autorisation du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain, un chien potentiellement dangereux doit être gardé d'une des manières suivantes :

4.3.8.1 dans un bâtiment d'où il ne peut sortir;

4.3.8.2 dans un enclos qui remplit les conditions suivantes :

- a) sa superficie est d'un minimum de quatre mètres carrés par chien gardé dans l'enclos;
- b) il est fermé à clé ou cadenassé;
- c) ses clôtures remplissent les conditions suivantes :
 - i. elles sont d'une hauteur minimale de 1,2 mètre;
 - ii. dans le haut, elles se terminent, de part et d'autre, par un prolongement d'une longueur d'au moins 60 centimètres et qui forme, par rapport à la paroi inférieure, un angle dont le degré se situe entre 100 et 150. L'angle se mesure à partir de la paroi inférieure et de chaque côté de celle-ci et les deux angles ainsi mesurés sont

égaux;

iii. elles sont enfouies d'au moins 30 centimètres dans le sol;

iv. elles sont fabriquées de broche maillée dont les mailles sont suffisamment serrées pour empêcher une main de passer par une ouverture;

v. elles sont dégagées de toute accumulation de neige ou d'un autre élément qui pourraient permettre au chien de sortir de l'enclos;

d) son sol est recouvert de broche ou d'un autre matériau de manière à empêcher le chien de creuser;

4.3.8.3 tenu, par son gardien, au moyen d'une laisse d'une longueur maximale de deux mètres. Cette laisse et son attache sont d'un matériau suffisamment résistant, compte tenu de la taille du chien, pour permettre à son gardien de le maîtriser en tout temps.

4.3.9 En outre, le gardien d'un chien potentiellement dangereux doit installer une enseigne, à chacune des entrées du terrain qu'il occupe, qui renseigne sur la présence du chien. Lorsque le gardien du chien visé par une mesure prévue au présent article néglige ou refuse de s'y conformer, le chien peut être saisi et soumis à l'application de l'article 6.1.2.

ARTICLE 5 - NUISANCES

5.1 Constitue une nuisance, un animal domestique qui :

- a) attaque ou mord une personne ou un animal;
- b) cause un dommage à un immeuble ou à un bien qui n'est pas la propriété de son gardien;
- c) répand des matières résiduelles;
- d) aboie, miaule, hurle, gémit ou émet des sons de nature à troubler la tranquillité publique ou la jouissance paisible de la propriété dans le voisinage ou de nature à incommoder le voisinage;
- e) dégage une odeur nauséabonde de nature à incommoder le voisinage;
- f) se trouve sur un terrain sans le consentement du propriétaire ou de l'occupant;
- g) se trouve dans une aire de jeux ou à moins de deux mètres d'une aire de jeux extérieure non clôturée, qu'il soit ou non en laisse et qu'il soit ou non accompagné de son gardien. Cependant, ne constitue pas une nuisance l'animal domestique tenu en laisse qui circule sur un

- trottoir ou sur une allée de circulation;
- h) est errant (ou sans licence/médaille);
- i) participe à un combat avec un animal;
- j) est déclaré chien dangereux ou potentiellement dangereux;
- k) urine sur une pelouse ou un arrangement floral du domaine public ou privé qui n'est pas la propriété de son gardien.

ARTICLE 6 - SAISIE ET OBLIGATIONS PARTICULIÈRES

Section 6.1 - animal errant et chien dangereux

- 6.1.1 L'autorité compétente peut saisir et mettre en fourrière un animal qui est errant ou qui constitue un chien dangereux.

Est errant un animal qui n'est pas situé sur le terrain du bâtiment où il loge ou qui n'est pas sous la surveillance de son gardien.

- 6.1.2 L'autorité compétente peut saisir et soumettre un chien dangereux à l'examen d'un expert afin d'évaluer son état de santé ou d'estimer sa dangerosité. Le rapport de l'expert comprend des recommandations sur les mesures à prendre relativement au chien.

- 6.1.3 Sur recommandation de l'expert, la Municipalité peut ordonner une ou plusieurs des mesures suivantes :

- a) si le chien est atteint d'une maladie curable pouvant être une cause de son comportement agressif, le traitement du chien et la garde, sous constant contrôle du gardien, dans un bâtiment d'où il ne peut sortir ou à l'intérieur des limites du terrain où est situé le bâtiment que son gardien occupe, et ce, jusqu'à la guérison complète du chien ou jusqu'à ce que ce dernier ne constitue plus un risque pour la sécurité des personnes ou des animaux, de même que toute autre mesure telle que le musellement;
- b) l'euthanasie du chien;
- c) la garde du chien conformément à l'article 4.3.8;
- d) le musellement du chien lorsqu'il se trouve à l'extérieur du terrain sur lequel est situé le bâtiment occupé par son gardien;
- e) la stérilisation du chien;

- f) la vaccination du chien;
- g) l'identification permanente du chien;
- h) suivre, en compagnie du chien, un cours d'obéissance;
- i) une autre mesure qui vise à réduire le risque que constitue le chien pour la santé ou la sécurité publique.

6.1.4 Lorsque le gardien du chien visé par une mesure prévue au premier alinéa néglige ou refuse de s'y conformer, à ses frais, le chien peut être saisi à nouveau et euthanasié.

Section 6.2 - fourrière

6.2.1 Tout animal qui constitue une nuisance ou qui est la cause d'une infraction à l'encontre du présent règlement peut être enfermé à la fourrière ou à tout autre endroit désigné par l'autorité compétente, et son gardien doit en être avisé aussi tôt que possible.

6.2.2 Lors d'une saisie et d'une mise en fourrière d'un animal domestique, l'autorité compétente peut prendre tous les moyens requis pour assurer la sécurité des personnes ou des animaux.

6.2.3 À moins d'une disposition contraire du présent règlement, un animal domestique saisi et mis en fourrière est gardé pendant trois jours ouvrables durant lesquels son gardien peut en reprendre possession sur paiement des frais et, le cas échéant, après avoir obtenu la licence requise par le présent règlement.

Si le gardien ne reprend pas possession de son animal domestique conformément au premier alinéa, au terme du délai prescrit, il est considéré comme un animal errant.

Malgré le premier alinéa, un animal domestique saisi et mis en fourrière qui est malade ou blessé, lorsqu'il est incurable et qu'il souffre, peut être euthanasié sans délai sur l'avis d'un vétérinaire.

6.2.4 L'autorité compétente peut disposer du corps d'un animal mort lorsque son gardien est inconnu ou lorsque celui-ci refuse ou néglige de le faire.

6.2.5 L'ensemble des frais de garde du présent chapitre sont à la charge du gardien.

ARTICLE 7 - LICENCE

7.1 Il est interdit de garder un chien, sur le territoire de la municipalité, sans avoir préalablement obtenu une licence conformément au présent chapitre.

Le présent article ne s'applique pas à un chiot de moins de 6 mois gardé avec sa mère dans un chenil, un logement ou sur le terrain où est situé ce logement.

7.2 Un chien qui vit habituellement dans une autre municipalité doit porter l'élément d'identification prévu au règlement de cette municipalité, lorsqu'il se trouve sur le territoire de la municipalité. Une nouvelle licence n'est alors pas requise.

Lorsque la municipalité où vit habituellement le chien n'impose pas l'obligation de porter un élément d'identification, le chien doit porter un médaillon ou un collier permettant d'identifier son gardien. À défaut, le chien pourra être considéré comme errant au sens du chapitre 5.

7.3 Pour se voir émettre une licence, un gardien doit fournir à l'autorité compétente tous les détails servant à compléter le registre des licences. Ce registre contient obligatoirement les informations suivantes :

- a) Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des gardiens;
- b) Adresse où loge habituellement le chien;
- c) Indications permettant d'établir l'identité du chien, notamment : la race, le sexe, la couleur, l'âge;
- d) La mention relative au fait que le chien est stérilisé ou non.

7.4 Lorsqu'une demande de licence pour un chien est faite par une personne mineure, le père, la mère ou le tuteur de cette personne doit consentir à la demande, au moyen d'un écrit produit avec cette demande.

7.5 Le gardien doit s'assurer que le chien porte en tout temps, au cou, la licence émise correspondante audit chien, faute de quoi le chien pourra être considéré comme errant au sens du chapitre 5.

7.6 Une licence est non remboursable et ne peut pas être portée par un autre chien ni transférée à un autre gardien.

- 7.7 La licence émise en vertu du présent règlement est annuelle, allant du 1er janvier au 31 décembre de chaque année et son coût est établi en fonction du règlement sur les tarifs de la Municipalité.
- 7.8 La personne qui devient gardien d'un chien après le 1er juillet ne paie que la moitié des frais indiqués à l'article précédent.

ARTICLE 8 - INFRACTION ET AMENDE

- 8.1 Quiconque contrevient ou permet que l'on contrevienne à une disposition du présent règlement ou à une mesure ordonnée ou imposée en vertu du présent règlement ou quiconque crée ou laisse subsister une nuisance au sens du présent règlement commet une infraction et est passible, pour une première infraction, d'une amende dont le montant est d'un minimum de 150 \$ et d'un maximum de 500 \$.
- 8.2 Nonobstant l'article 8.1, quiconque contrevient ou permet que l'on contrevienne aux articles 1.4.2 et 3.1.1 est passible, pour une première infraction, d'une amende dont le montant est d'un minimum de 750 \$ et d'un maximum de 1 000 \$.
- 8.3 Nonobstant l'article 8.1, quiconque contrevient ou permet que l'on contrevienne aux articles 3.4.1, 3.5.1 à 3.5.3, 4.1.4 et 39(j) est passible, pour une première infraction, d'une amende dont le montant est d'un minimum de 300 \$ et d'un maximum de 1 000 \$.
- 8.4 En cas de récidive, le montant des amendes mentionnées aux articles 8.1 à 8.3 est doublé.
- Si l'infraction est continue, cette continuité constitue, jour par jour, une infraction séparée et l'amende édictée pour cette infraction peut être imposée pour chaque jour que dure l'infraction.
- 8.5 Un gardien qui cumule plus de trois constats d'infractions peut voir son animal soumis à l'application des articles 6.1.2 et 6.1.3, et ce, en tout temps. La Municipalité peut également lui interdire d'être le gardien d'un animal sur le territoire de la municipalité.

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINALES

Section 9.1 - abrogation

9.1.1 Le présent règlement abroge les règlements 546 et 596 concernant les chiens et la garde d'animaux.

Section 9.2 - droit transitoire

9.2.1 Le gardien qui possédait plus d'animaux que la limite permise à l'article 3.3.1 lors de l'entrée en vigueur du règlement conserve un droit acquis en regard du nombre d'animaux seulement. Ce droit est temporaire et s'éteint au fur et à mesure que ses animaux décèdent, sont abandonnés ou sont euthanasiés.

Il appartient au propriétaire de faire la preuve de ce droit temporaire à la personne responsable de l'application du présent règlement.

ARTICLE 10 - ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur le jour de sa publication, conformément à la *Loi*.

16. DIVERS ET AFFAIRES NOUVELLES

17. SUIVI

18. PÉRIODE DE QUESTIONS

Le maire invite les personnes présentes qui le souhaitent à se lever, se nommer et à poser leur question au président de la séance sans sous-entendu ou insinuation concernant la bonne foi et l'honnêteté des élus ou fonctionnaires.

Aucune question portant sur des affaires personnelles ne sera acceptée et le décorum doit être maintenu en tout temps.

19. CLÔTURE DE LA SÉANCE

358-11-2019

L'ordre du jour étant épuisé, sur proposition de monsieur Michel Dubé, il est unanimement résolu :

- De lever la séance à 21 h 30.

Daniel Monette
Maire

Mario Morin
Directeur général